**Financements européens pertinents pour la transition écologique et énergétique dans le Grand Est**

**Interreg B Nord-Ouest**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Domaines visés** | **Bénéficiaires éligibles\*** | **Type de partenariat\*** |
| Environnement & climat, transition énergétique, économie circulaire, innovation, social | Le chef de file doit être une organisation à but non lucratif (publique ou privée)  Les autres membres du partenariat peuvent être tout acteur public, privé ou associatif | Partenariat international obligatoire |
| **Typologie de projet\*** | **Forme de l’appui financier\*** | **Budget moyen des projets\*** |
| Projets innovants de coopération transnationale | Subvention (remboursement de dépenses encourues) | Autour de 6 millions d’euros |
| **Mode de candidature principal\*** | **Taux d’aide\*** | **Durée des projets\*** |
| Appels à projets en deux étapes | Jusqu’à 60% | Environ 3 ans |

\*Ces informations concernent le programme 2014 – 2020 mais devraient dans leur majorité rester valables dans le cadre du nouveau programme (2021 – 2027) - information à venir sur [le site du programme](https://www.nweurope.eu/future-nwe-programme/).

Le programme INTERREG B vise avant tout à développer la coopération transnationale. Il peut donc financer tout type de projets participant à cet objectif général dans la zone du programme et plus précisément aux objectifs spécifiques présent dans son Programme opérationnel. Cela peut donc être des projets très divers en lien avec les thématiques ciblées (résilience face au changement climatique, économie circulaire, innovation, etc.) mais dans lesquels l’aspect coopératif doit être fort, notamment entre régions développées et moins développées. Il peut financer des projets de quelques centaines de milliers d’euros mais il vise surtout des projets d’envergure de plusieurs millions d’euros. Il est cependant à noter que le programme présente des procédures administratives conséquentes, et qu’il ne prévoit pas d’avance financière en début de projet (sauf exception).

* Domaines stratégiques pour le Grand Est touchés par le programme

Grâce à son positionnement géographique, le territoire du Grand Est a la particularité d’être couvert par 6 programmes INTERREG, chacun couvrant différents territoires. En l’occurrence le programme INTERREG B Nord-Ouest concerne six États-membres de l’Union européenne – le Luxembourg, la France, l’Allemagne, l’Irlande, les Pays-Bas et la Belgique – ainsi que la Suisse et, auparavant le Royaume-Uni (qui ne participera cependant pas au programme pour la période 2021-2027).

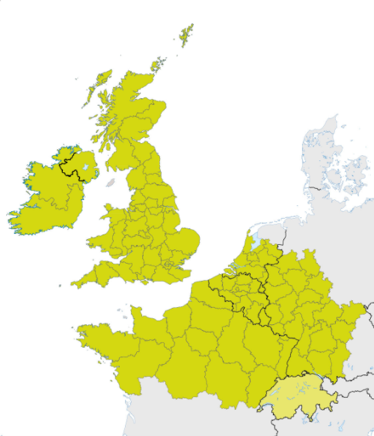
Ces programmes financent des projets sur des thématiques très variées, à la condition que ceux-ci soient transnationaux. Ce programme de financement a ainsi été pressenti pour de nombreux enjeux de transition sur le territoire du Grand Est, à travers ses cinq axes prioritaires. Pour chacun de ces axes et de leurs déclinaisons en objectifs spécifiques, voici un tableau compilant les différentes opportunités offertes en termes de financement de projet au regard des enjeux du territoire, réalisé à partir des premières informations disponibles à ce jour concernant le Programme opérationnel 2021-2027 :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Priorités | Objectif spécifique | Principaux domaines à enjeux concernés et exemples d’actions pour la Région Grand Est |
| Priorité 1 : une résilience climatique intelligente pour les territoires de l'ENO | OS 2.7 : Améliorer la protection de la nature, la biodiversité et réduire toutes les formes de pollution. | **Biodiversité :**   * actions liées à la préservation des milieux naturels et aux espèces qui s’y trouvent * restauration des trames vertes et bleues * enjeu des espèces exotiques envahissantes   **Eau et milieux :**   * restauration des milieux aquatiques et des trames bleues * sensibilisation et réduction des pollutions à la source * gestion qualitative et quantitative des cours d’eau * techniques innovantes de traitement des eaux usées et de mesure de la qualité de l’eau.   **Qualité de l’air :**   * amélioration de la qualité de l’air   **Agriculture et forêt :**   * réduction de l’utilisation de polluants et leurs émissions   **Sols et friches :**   * reconversion et réhabilitation des friches * dépollution des sols * lutte contre l’étalement urbain, problématique de l’imperméabilisation des sols |
| OS 2.4 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la résilience en matière de prévention des risques de catastrophes. | **Adaptation au changement climatique et qualité de l’air :**   * adaptation des milieux naturels et leurs composants (eau, air, forêts, espèces, etc.) * gestion raisonnée des ressources en eau * gestion des risques liés à l’activité économique * favoriser la prévention et la gestion commune des catastrophes   **Eau et milieux :**   * gestion des risques liés aux sécheresses ou aux inondations (et autres risques climatiques, naturels et environnementaux)   **Agriculture et forêt :**   * adaptation des pratiques agricoles et sylvicoles au changement climatique et les échanges de bonnes pratiques et de connaissance sur ces enjeux |
| Priorité 2 : Transition énergétique intelligente et juste | OS 2.1 : Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre. | **Energies renouvelables et de récupération :**   * projets en lien avec l’efficacité énergétique * projets développant des solutions technologiques innovantes pour les systèmes et réseaux énergétiques (smart-grids, production innovante d’hydrogène, etc.)   **Bâtiments :**   * réduction de l’empreinte climatique dans le secteur du bâtiment (développement de matériaux biosourcés par exemple)   **Décarbonation des entreprises :**   * développement d’innovations technologiques de décarbonation comportant une dimension de partage d’expérience et de pratiques   **Mobilité :**   * développement de formes innovantes de mobilité durable, à faible impact climatique |
| OS 2.2 : Promouvoir les énergies renouvelables. | **Energies renouvelables et de récupération :**   * développement de projets innovants d’énergies renouvelables * développement de projets innovants en matière de stockage d’énergie dans le champ des EnR (batteries vertes, stockage innovant d’hydrogène, etc.) |
| Priorité 3 : Transition vers une économie circulaire basée sur le lieu de vie | OS 2.6 : Promouvoir la transition vers une économie circulaire et économe en ressources. | **Bâtiments :**   * mise en place de schémas d’économie circulaire   **Décarbonation des entreprises, efficacité énergétique et des ressources :**   * tout projet en lien avec l’économie circulaire et le développement d’une économie rationnelle dans l’utilisation de ressources |
| Priorité 4 : favoriser la capacité d'innovation dans les régions de l'ENO | OS 1.1 : Développer et renforcer les capacités de recherche et d'innovation et l'adoption de technologies avancées. | Cette priorité ne cible pas directement les enjeux de transitions écologiques et énergétiques mais la R&D de manière générale. Cependant, ces activités de R&D peuvent tout de même grandement contribuer au développement de technologies en faveur de la transition sur un grand nombre de thématiques. |
| Priorité 5 : Transition vers une société socialement inclusive, durable et résiliente | OS 4.5 : Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale. | Plusieurs opportunités en lien avec la transition écologique :   * Valoriser et promouvoir de manière commune le patrimoine naturel et culturel * Favoriser le développement de nouvelles offres communes culturelles et touristiques, notamment en matière de tourisme durable * Accompagner de manière commune les acteurs de la culture et du tourisme face à de nouvelles problématiques |

* Description du programme

**Attention :** en l’absence d’informations supplémentaires sur le programme INTERREG VI A Rhin Supérieur (2021-2027), cette partie de description du programme (présentation générale, types de projets éligibles, dispositions administratives et financières, exemples de projets et informations pratiques) porte sur le programme INTERREG V A Rhin Supérieur (2014-2020). Si grand nombre de ces informations resteront valables pour la nouvelle période, il faudra toutefois actualiser cette partie pour s’assurer de respecter les nouvelles règles du programme, applicables à partir du prochain appel à projet.

# Présentation générale

****Le programme européen INTERREG V B Nord-Ouest (2014-2020) a pour but de soutenir la coopération transnationale (INTERREG B) entre la France, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l’Irlande, le Royaume-Uni et l’Allemagne dans l’espace « Nord-Ouest » (ENO) en attribuant des subventions à des projets de coopération transnationale répondant à la stratégie définie dans son Programme opérationnel (PO). Ce PO s’articule autour de 5 objectifs spécifiques, répartis entre trois axes prioritaires, et couvre en France l’ensemble de la Région Grand Est.

Il est financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à hauteur de 372 millions d’euros pour la période 2014-2020. Cette contribution représente au maximum 60% du financement d’un projet. Des « contreparties nationales » issues des projets sont donc nécessaires pour compléter ces subventions. Les langues officielles du Programme sont l'anglais, l'allemand, le français et le néerlandais mais sa langue de travail est l'anglais (pour les formulaires de candidatures, rapport d’avancement ou encore pour les échanges avec le Secrétariat Conjoint).

Sous l’égide de l’Autorité de gestion (la Région Hauts-de-France), le Secrétariat conjoint assure la gestion courante (administrative, technique et financière) du programme. Il est responsable du processus d’élaboration et d’instruction des projets et soutient les porteurs de projet dans la mise en œuvre de leur projet. Un certain nombre de points de contact peuvent également accompagner les porteurs de projet lors de la phase de montage et de gestion du projet (voir partie « informations pratiques » pour plus d’informations sur les points de contact français) et participent au développement de projets aux niveaux national et régional. C’est en revanche au Comité de suivi (composé de représentants nationaux et régionaux) qu’incombe le développement de la stratégie et la sélection des projets.

# Types de projets éligibles

## Typologie de projet

* + Volume budgétaire par projet : **en moyenne 6,8 millions d’euros** pour la période 2007-2013. Depuis l’ordre de grandeur des projets n’a pas évolué.
  + Durée des projets : variable en fonction des projets mais les projets courts sont appréciés (environ 3 ans).
  + Cadre temporel : la période éligible de réalisation du projet est au plus tard le 31 décembre 2023 mais il n’est plus possible de déposer des projets au titre du programme INTERREG V (2014-2020).
  + But principal du projet : les projets doivent être des **projets innovants permettant le développement de la coopération transfrontalière dans l’ENO** par la mise en œuvre des objectifs spécifiques fixés dans le Programme opérationnel. Une attention particulière est accordée à la réduction des inégalités territoriales au sein de l’Europe du Nord-Ouest dans les secteurs/domaines ciblés.
  + Types d’actions financées :
    - Jusqu’à trois modules de **mise en œuvre** à organiser idéalement par thème/sous-objectif : il s’agit véritablement du cœur du projet, des actions qui vous permettront d’atteindre vos objectifs. En fonction de la nature du projet, elles pourront consister par exemple à réaliser des études, des tests, des actions de démonstration, de formations ou encore à construire des infrastructures.
    - Trois modules d’actions obligatoires sont par ailleurs à prévoir :
      * **Effets à long terme** : activités de « déploiement » qui permettront d’accroitre la viabilité des réalisations et résultats du projet à long terme. Cela peut être un déploiement géographique (application des approches/solutions développées ailleurs), institutionnel (dans d’autres organisations), sectoriel (dans le même secteur à une autre échelle ou dans d’autres secteurs) ou contextuel (dans d’autres contextes).
      * **Communication** : actions obligatoires de communication à propos du projet. Une attention particulière devra être portée aux règles en matière de publicité sur le Programme.
      * **Gestion du projet** : la gestion administrative et financière du projet (notamment le reporting) et la coordination du partenariat.
  + Coûts éligibles :
    - **Frais de personnel**
    - Frais de bureau et frais administratifs
    - Frais de déplacement et d’hébergement
    - Prestations externes
    - Frais d’équipement
    - Frais d’infrastructures (dont achats/apports de terrains)
    - Coûts de préparation (montant forfaitaire de 30 000€)
  + Les dépenses d’infrastructures/investissements : le programme n’étant pas destiné à financer des infrastructures, il faut donc que celles-ci soient nécessaires à l’atteinte des objectifs pour être éligibles au financement. Il existe 3 types d’investissements autorisés, éligibles à condition que la terre appartienne à l’un des partenaires (pour les investissements physiques) :
    - Un seul investissement pour l’ensemble du projet (exemple : laboratoire vivant transnational)
    - Les investissements « en réseau/en toile d’araignée » (un concept commun mis en œuvre à travers plusieurs infrastructures décentralisées)
    - Les investissements dupliqués (même investissement mis en œuvre dans des contextes différents)
  + Règles particulières à signaler :
    - Le système de chèques (potentiel septième module de travail distinct) : cet instrument sert à confirmer une certaine transaction pour des biens ou des services à fournir (système de subventions en cascade).
    - Les apports en nature (valorisation d’un apport de terrains ou de biens immeuble, de biens d’équipement, de travail bénévole) sont éligibles sous certaines conditions : prévus dans le budget, certifié ou pouvant l’être par un expert indépendant ou organisme officiel, dont la valeur est documentée, ne dépassant pas le montant total des dépenses éligibles hors apports en nature.
    - L’achat de terrains ne peut dépasser 10% des dépenses totales éligibles du projet.

## Partenariat :

* + Un **partenariat transnational obligatoire** comprenant des organisations d’au moins 3 pays différents, dont 2 de la région ENO
  + En moyenne : 9 partenaires par projet
  + Une exception : une institution transfrontalière mise en place par les autorités/institutions d’au moins trois pays du programme peut être porteur unique du projet.
  + En fonction des OS, les attentes sur les partenaires attendus peuvent varier :
    - OS 1 : des acteurs de l'innovation (entreprises, chercheurs, instituts d'enseignement, organismes de formation, décideurs et investisseurs privés, etc.).
    - OS 2 : tous les acteurs clés du domaine concerné, pour une approche « intégrée ». Pour cet OS, la participation d'autorités publiques locales et/ou régionales est nécessaire.
    - OS 3 : les acteurs clés du domaine concerné, en particulier ceux des territoires et secteurs offrant un fort potentiel d'économies d'énergie.
    - OS 4 : de nombreux acteurs de l'innovation opérant dans le secteur des transports (entreprises, chercheurs, instituts d'enseignement, organismes de formation, décideurs et investisseurs privés, etc.).
    - OS 5 : Les partenariats doivent impliquer de nombreux acteurs de l'innovation opérant dans le domaine de l'efficience énergétique, de la gestion des déchets, de la production industrielle, ou dans tout autre secteur nécessitant une utilisation intensive de l'eau et/ou des sols.
  + Les organisations à but lucratif ne peuvent pas être chef de file.
  + Les consultants (en gestion de projet) ne sont pas éligibles en tant que partenaires.

***Partenaires suisses / assimilés***

Les organisations suisses peuvent participer aux projets ENO (en tant que partenaires de projet). Cependant, la Suisse ne faisant pas partie de l’UE, les partenaires suisses ne peuvent pas bénéficier du FEDER. Ces organisations doivent donc contacter leur point de contact afin d’examiner leurs opportunités de financement par des instances suisses.

Des organisations en dehors de la zone du Programme ENO peuvent également participer à des projets ENO en tant que « partenaires assimilés » si leur contribution apporte une certaine plus-value pour le projet et la zone du Programme, et à condition que leur pays fasse partie du Programme (par exemple pour les autres régions d’Allemagne ou de France) ou ait signé un accord avec l’Autorité de gestion du Programme ENO (c’est le cas notamment de l’Espagne et du Danemark).

## Procédure de sélection :

* + **La sélection des projets se fait par appels à projets (en général deux par an), en deux étapes**
* Le Formulaire de candidature de l’étape 1 est assez court tandis que le Formulaire de candidature complet du projet est plus conséquent car il faut donner plus de détail sur la mise en œuvre technique du projet.
* L’étape 1 :
  + - Objectif : justifier **pourquoi le projet est nécessaire**, quel est son objectif et ses principaux résultats
    - Dépôt en ligne sur le système de suivi électronique (eMS) lorsqu’un appel est ouvert
    - Rédaction des candidatures en anglais (sauf le résumé qui doit être rédigé dans les quatre langues du Programme)
    - Quatre critères d’évaluation qualitatifs :
      * Contribution aux OS du Programme (55%)
      * Cohérence du partenariat (20%)
      * Effets à long terme (10%)
      * Optimisation des ressources financières (15%)
    - En cas de rejet à l’étape 1, un projet doit être profondément changé pour être de nouveau présenté à un appel ultérieur
  + L’étape 2 :
    - Objectif : décrire de manière précise **comment sera mis en œuvre le projet** pour obtenir les résultats escomptés
    - Dépôt en ligne sur l’eMS une fois le Formulaire de l’étape 1 accepté
    - Rédaction des candidatures en anglais (sauf le résumé dans les quatre langues du Programme)
    - Huit critères d’évaluation qualitatifs :
      * Contribution aux OS du Programme (15%)
      * Niveau de coopération (15%)
      * Qualité du partenariat (10%)
      * Effets à long terme (15%)
      * Optimisation des ressources financières (5%)
      * Programme de travail (30%)
      * Budget (5%)
      * Gestion du risque (5%)

# Dispositions administratives et financières

* Le **taux de cofinancement des projets par le FEDER est au maximum de 60%.**
* Le programme INTERREG fonctionne en grande partie par **remboursement des dépenses acquittées et contrôlées** sur une période semestrielle (après présentation de rapports d’avancement) mais il est également possible de se faire rembourser des coûts sur une base forfaitaire (voir encadré ci-dessous).
* Il est possible pour les partenaires non publics solvables ayant un statut de micro-entreprise[[1]](#footnote-1) ou micro-ONG[[2]](#footnote-2) d’obtenir un acompte (le montant le plus faible entre 50% du budget FEDER du partenaire ou 50 000€). Cet acompte peut être divisé entre plusieurs partenaires.

***Les remboursements sur la base d’un montant forfaitaire***

Pour les frais de personnel, il est possible de calculer les coûts à partir des frais réels (cinq méthodes possibles en fonction des contrats/organisations) ou grâce à un taux forfaitaire (20%) calculé à partir de la somme des autres dépenses du projet (en excluant les frais de bureau et administratifs).

Par souci de simplification, les frais de bureaux et administratifs sont également calculés de manière forfaitaire à hauteur de 15% des frais de personnels éligibles.

Les coûts de préparation sont remboursés sous la forme d’un montant forfaitaire de 30 000€ de FEDER à tous les projets acceptés à l’étape 2.

* Suivi du projet : deux rapports d’avancement par an (31/03 et 30/09) transmis via l’eMS sur les réalisations du projet et leurs dépenses à présenter pour obtenir le remboursement des paiements.

Deux évaluations de qualité par le Secrétariat conjoint (l’une à la mi-projet, l’autre à la fin), utilisées à la fois pour le projet et pour le Programme.

* Les pièces justificatives doivent être gardés **après la clôture du projet** pour les contrôles de vérification éventuels. Avant le dernier paiement pour le projet, le partenaire chef de file reçoit une lettre l’informant sur la durée de disponibilité des documents à respecter.
* Modification de projets : **les projets peuvent être modifiés** durant leur période de réalisation (sauf pendant les six derniers mois) mais cela reste exceptionnel et reste à l’appréciation du Secrétariat conjoint.
* Flexibilité budgétaire : chaque ligne budgétaire peut être augmentée de 20% sans approbation préalable du Secrétariat conjoint, cependant la dotation FEDER globale ne peut pas être augmentée. Au-delà de 20% une demande de modification doit être soumise au Secrétariat conjoint.
* Génération de recettes : si le projet génère des recettes, cela est à prendre en compte au moment du montage dans le plan de financement car cela peut venir réduire la subvention (sauf si le projet est soumis aux aide d’état)[[3]](#footnote-3).
* Achats/passations de marché : les règles communautaires et nationales relatives à la commande publique s’appliquent dans le cadre du Programme pour tout achat de biens ou de services. Chaque bénéficiaire est donc tenu de vérifier les règles auxquelles il est soumis et de les appliquer en conséquence. Dans tous les cas les bénéficiaires devront respecter les principes fondamentaux régissant la commande publique :
  + - Liberté d’accès aux marchés publics
    - Egalité de traitement des candidatures
    - Transparence des procédures
    - Principe d’économie et de proportionnalité

A cela s’ajoute une règle spécifique au Programme ENO :

* + - Pour tous les contrats supérieurs à 5 000€ (hors TVA), les partenaires publics comme privés doivent demander au moins trois devis
* Questions relatives aux aides d’État :
  + - Si l’aide Interreg remplit de manière cumulative les 5 critères suivants, elle est qualifiée « d’aide d’Etat » et une procédure de mise en conformité est nécessaire : (1) cofinancement alloué à une entreprise[[4]](#footnote-4), (2) constituant une aide sélective, (3) d’origine publique, (4) permettant de conférer à l’entreprise un avantage concurrentiel direct ou indirect, et (5) affectant les échanges entre États membres.
    - Dans ce cas, il y a **plusieurs solutions pouvant nécessiter une restructuration du projet/budget** :
      * Mise en conformité sur la base du Règlement Général d’Exemption par Catégories (RGEC) ou d’un autre régime cadre exempté de notification.
      * Le cofinancement FEDER peut être déclaré en tant qu’aide « de minimis ».
      * Le cofinancement FEDER ou le régime d’aide duquel relève le cofinancement FEDER peut être notifié à la Commission européenne.
    - Cette analyse étant à réaliser **pour chaque bénéficiaire du projet**, il est donc possible que le cofinancement FEDER ne constitue une aide d’Etat que pour certains partenaires d’un projet.
    - Pour plus d’informations consultez les pages 103 à 109 du guide du programme ou [le document d’orientation intitulé ”**State aid in the North-West Europe Programme**”](https://www.nweurope.eu/media/1508/161122-guidance-on-state-aid_22-november-2016-version-5.pdf) qui explique encore plus en détails l’approche de l’aide d’État appliquée.

# Exemples de projet

**Exemple de projet n°1 :**

Porteur de projet : Centre National de la Construction en Paille

Titre : UP STRAW: Urban and Public Buildings in Straw

[Site web](http://cncp-feuillette.fr/), [contact](mailto:stephanie.ventre@cncp-feuillette.fr) (Stéphanie Ventre)

Dates : 2017 à 2020 Subvention UE : 3 800 000€

L’objectif de ce projet est de soutenir l’utilisation de la paille dans la construction de bâtiments urbains et publics afin de réduire l’impact environnemental et climatique de ces bâtiments et en ayant un impact positif sur la santé.

**Exemple de projet n°2 :**

Porteur de projet : Canal & River Trust (UK)

Titre : Green WIN

[Site web](http://https/canalrivertrust.org.uk) et [contact](mailto:chris.barnett@canalrivertrust.org.uk) (Chris Barnett)

Dates : 2018 à 2021 Subvention UE : 1 470 000€

Le projet a pour objectif de lutter contre la surconsommation d'énergie et les fortes émissions de carbone que les organisations de gestion des voies navigables (OMV) provoquent lorsqu'elles pompent l'eau dans les rivières et les canaux de la région.

# Informations pratiques

* Ci-dessous une liste des points de contact français à contacter **avant toute candidature à l’étape 1** :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Structure** | **Point de contact** | **E-Mail** | **Téléphone** |
| Conseil régional Hauts-de-France | Caroline GAUTHIER | [caroline.gauthier@hautsdefrance.fr](mailto:caroline.gauthier@hautsdefrance.fr) | +33 (0) 3 74 27 40 56 |
| Alexandre TOURNAKIS | [alexandre.tournakis@hautsdefrance.fr](mailto:alexandre.tournakis@hautsdefrance.fr) | +33 (0) 3 74 27 40 45 |

* La soumission de nouveaux projets dans le cadre d’INTERREG VI Nord-Ouest (2021-2027) débutera à partir de fin 2021/début 2022 mais il est d’ores et déjà possible de contacter les points de contact du programme listés ci-dessus pour obtenir plus d’informations sur le futur programme.

1. Entreprise employant moins de 10 personnes et dont le chiffre d’affaires n’excède pas 2 millions d’euros. [↑](#footnote-ref-1)
2. Idem micro-entreprise (voir ci-dessus). [↑](#footnote-ref-2)
3. La suppression de cette règle fait partie des mesures de simplification pour la période 2021-2027. [↑](#footnote-ref-3)
4. Il est à noter que l’Union européenne a une acception très large de la notion d’« entreprise ». Des associations, des sociétés publiques ou des fondations peuvent être des « entreprises » au sens de l’UE lorsque le projet visé relève d’une activité concurrentielle. [↑](#footnote-ref-4)